

## Femmes au bord de la crise...

Une première dans les résultats des enquêtes Génération du Céreq : fin 2008, le taux de chômage des jeunes femmes passe en dessous de celui des hommes. Ces derniers, proportionnellement plus nombreux à être non diplômés, patissent davantage de la baisse du nombre d'emplois non qualifiés. Pour autant, les femmes ont toujours des emplois moins stables et des salaires moins élevés.

emploi  
génération  
insertion  
formation  
chômage  
carrière  
travail femmes

Dominique **Epiphane**  
Nathalie **Moncel**  
Virginie **Mora**  
(Céreq)

L'« inégalité entre hommes et femmes débutant sur le marché du travail serait-elle en passe de s'inverser ? Pendant longtemps, les enquêtes d'insertion ont montré les avantages masculins. Or les résultats des enquêtes les plus récentes signalent un renversement de situation : après cinq années de vie active, les jeunes femmes ont moins de risque d'être au chômage. Évolution de la structure des emplois, hausse du nombre de femmes diplômées, plusieurs facteurs concourent à expliquer ce phénomène qui se trouve renforcé par la crise. Pour autant, il ne fait toujours pas bon être femme peu ou pas diplômée ; pour ces dernières la précarité est plus que jamais d'actualité.

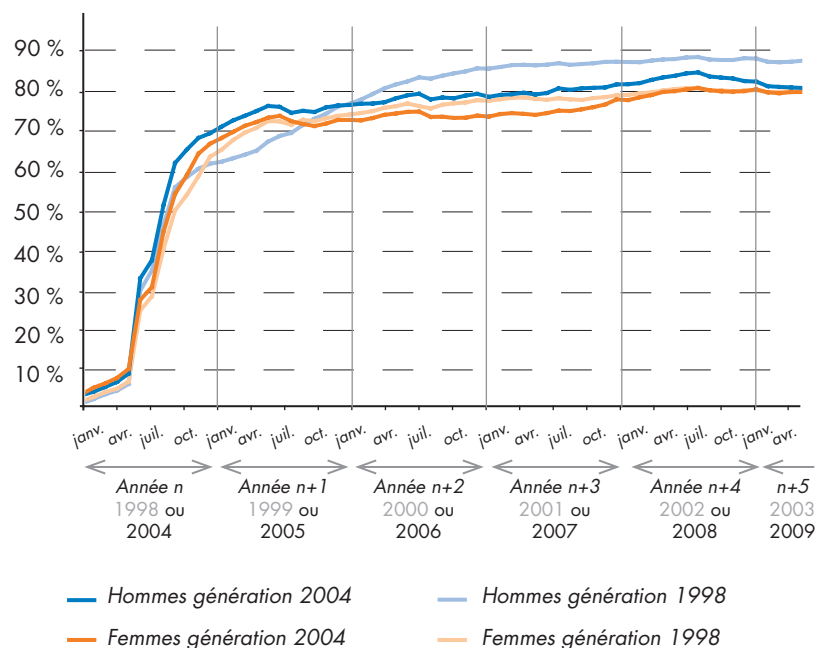
### Une première : un taux de chômage plus faible pour les femmes que pour les hommes

Jusqu'à la fin des années 90, le taux d'emploi des jeunes hommes qui débutaient dans la vie active dépassait rapidement et durablement celui des jeunes femmes. Une fois le service militaire achevé, le taux d'emploi masculin surclassait nettement le taux d'emploi féminin, les deux ne variant plus par la suite que très légèrement dès la troisième année de vie active. Pour la génération suivante, les termes de l'insertion se modifient : les différences entre les taux d'emploi des hommes et des femmes arrivés sur le marché du travail en 2004 sont sensiblement atténuées (cf. graphique 1). L'issue de la troisième année de vie active ne marque pas encore une réelle stabilisation de la proportion de jeunes en emploi. Les deux sexes poursuivent alors doucement leur progression, les femmes rattrapant peu à peu à la fois les hommes et le niveau d'emploi qu'avaient atteint les filles de la génération précédente. Enfin, la crise financière qui éclate à l'automne 2008 sera suivie d'une meilleure résistance de l'emploi des femmes, alors que celui des hommes s'érode.

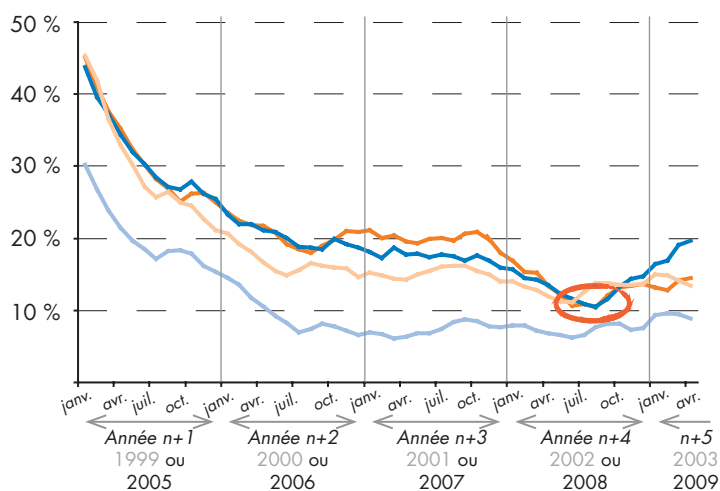
De même, jusqu'à une période récente, les enquêtes d'insertion professionnelle du Céreq affichaient des taux de chômage systématiquement plus élevés du côté des femmes que du côté des hommes. Cet écart reste important pour les sortants de la génération 98 tout au long de leurs cinq premières années de vie active. Pour la génération 2004 en revanche, du fait notamment d'une aggravation plus sensible des taux de chômage masculins, l'écart se resserre (cf. graphique 2). Au cours de la troisième année de vie active, la situation relative des jeunes femmes se dégrade de façon modérée et temporaire. Mais lorsque l'automne 2008 arrive, la recrudescence des taux de chômage s'avère beaucoup plus mar-

## Des taux d'emploi qui s'égalisent et un taux de chômage féminin inférieur au taux de chômage masculin

Graphique 1 • Évolution des taux d'emploi des générations 98 et 2004 au cours des cinq premières années de vie active



Graphique 2 • Évolution des taux de chômage des générations 98 et 2004 au cours des cinq premières années de vie active



Source : Céreq, enquêtes Génération 98 et Génération 2004

**Taux d'emploi** • part de jeunes ayant un emploi rapporté à l'ensemble de la génération. Les autres situations peuvent être le chômage, la formation, l'inactivité.

**Taux de chômage** • part des chômeurs parmi les actifs.

quée du côté des hommes. Phénomène là encore tout à fait inhabituel, après cinq ans de vie active, les femmes de cette génération ont sensiblement moins de risques que les hommes d'être au chômage (12% de taux de chômage contre 15%).

En contexte de crise, l'emploi féminin résisterait donc mieux. La tendance est en effet globale et dépasse les premières années de l'insertion : depuis 2007, l'emploi des femmes plus anciennes sur le marché du travail se dégrade moins que celui des hommes. L'explication est principalement attribuée aux effets de la récession qui a conduit à des pertes d'emploi massives pour les hommes dans les grands secteurs industriels,

les femmes étant moins pénalisées car davantage en emploi dans les services. Concernant les jeunes, cette meilleure résistance s'inscrit en outre dans un rapprochement des dynamiques d'insertion pour les deux sexes : si le meilleur niveau de diplôme des femmes finit sans doute par porter ses fruits (47% des jeunes femmes sortent diplômées du supérieur contre 34% des jeunes hommes), cela relève aussi – et surtout – de la dégradation des conditions d'insertion des jeunes démunis de diplôme, dont les deux tiers sont des garçons.

## Effet de conjoncture ou effet de structure du marché de l'emploi ?

Les deux cohortes observées, celle sortie du système éducatif en 1998 et celle sortie en 2004, ne sont pas arrivées sur le marché de l'emploi dans les mêmes conditions. Le taux de chômage en 98 est très élevé mais connaît une décroissance rapide. En 2004 il se situe à un niveau intermédiaire, ne décroît ensuite que modestement pour remonter à partir de janvier 2009. Cette évolution du marché du travail se retrouve dans les mouvements du taux d'emploi de ces deux cohortes au fil des années. Ainsi la génération 98 progresse d'abord moins vite mais parvient à un niveau d'emploi « de croisière » plus élevé que celle de 2004. Cet écart est particulièrement sensible pour les hommes alors que les jeunes femmes de 2004 atteignent à cinq ans le niveau d'emploi des jeunes femmes de la génération 98 (cf. graphique 1).

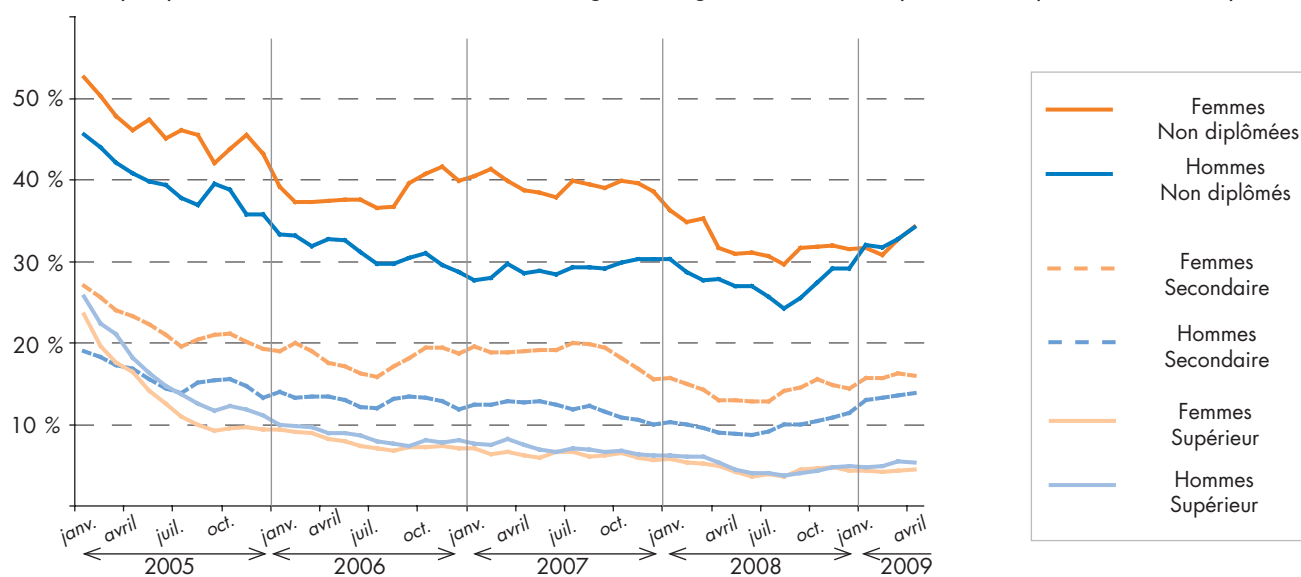
Au-delà des évolutions conjoncturelles du taux de chômage global, la convergence des modalités d'insertion pour les deux sexes relève d'évolutions de plus long terme du marché du travail. Les débutants les moins diplômés, et en particulier les jeunes hommes, ont de plus en plus de difficultés à accéder à l'emploi.

Lorsqu'on compare les deux générations de sortants après trois ans de vie active, soit bien avant la crise pour les sortants de la génération 2004, le taux de chômage des hommes non diplômés s'est accru de 10 points entre les deux générations, tandis que celui des jeunes femmes non diplômées ne s'aggravait que légèrement. Au sein de la génération 98, le taux de chômage des femmes non diplômées dépassait de 12 points celui des hommes après cinq ans de vie active. Pour la génération suivante, en 2009, l'écart entre les deux sexes s'est considérablement réduit du fait de la montée spectaculaire du chômage des jeunes hommes non diplômés (cf. graphique 3).

Très pénalisante depuis longtemps pour l'accès à l'emploi, l'absence de diplôme est ainsi devenue encore plus dramatique pour les sortants

## L'aggravation de la situation des hommes non diplômés

Graphique 3 • Évolution des taux de chômage de la génération 2004 par sexe et par niveau de diplôme



Source : Céreq, enquête Génération 2004

de la génération 2004. La crise de 2008 est venue exacerber les difficultés d'insertion déjà importantes des jeunes les moins diplômés, en particulier, là encore, des hommes. En effet, la crise a accéléré la tendance de long terme au rétrécissement du volant d'emplois peu qualifiés dans le secteur industriel, traditionnellement des hommes. Elle a également porté un frein aux recrutements dans le BTP et les transports.

Ainsi, entre 2007 et 2009 le volume d'emploi des femmes progresse de 7,2% contre 0,9% pour les hommes. La répartition sectorielle des emplois explique en partie cet écart. Les jeunes hommes les moins diplômés sont quatre fois plus souvent que les jeunes femmes en emploi dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du bâtiment au sein desquels le volume d'emploi a décliné de près de 7% entre 2007 et 2009 (cf. tableau ci-dessous). Les jeunes femmes sont, elles, deux fois plus en emploi dans les services non marchands dont l'emploi a cru de plus de 4% sur la même période.

Pour les sortants du secondaire, on continue à observer un avantage masculin assez sensible en termes de taux de chômage, qui s'atténue légèrement avec l'installation de la crise. En revanche, les courbes des taux de chômage hommes et femmes des diplômés de l'enseignement supérieur sont très proches tout au long de la période. Pour eux, le différentiel entre les deux sexes en début de carrière se situe traditionnellement sur d'autres indicateurs (accès à la catégorie cadre, salaires...)

### Les conditions d'emplois des jeunes femmes ne s'améliorent pas

Si elles accèdent plus facilement qu'avant à l'emploi, leurs conditions restent bien en deça de celles des hommes, et ce à niveau de diplôme équivalent. Cinq ans après leur sortie du système scolaire, les actives occupées connaissent plus souvent la précarité. Près d'un tiers des non diplômées et plus d'un quart des titulaires d'un CAP ou BEP sont encore sur des emplois en CDD ou en contrat aidé. Si la part de l'intérim reste

## Répartition de l'emploi en 2009 des sortants de la génération 2004 par secteur, sexe, et niveau de diplôme

	Non diplômés		Diplômés du secondaire		Diplômés du supérieur	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, industrie, BTP	44	10	43	11	29	11
Commerce	14	17	20	21	11	10
Services	26	41	24	25	33	27
Education, santé, administratif	16	32	14	44	28	53
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Céreq, enquête Génération 2004

importante chez leurs homologues masculins, la proportion de ceux qui sont en emploi à durée indéterminée a augmenté entre 2007 et 2009 deux fois plus pour eux que pour leur consœurs (de respectivement 20 et 11 points). À noter que les différences observées entre les hommes et les femmes diplômés de l'enseignement supérieur vont dans le même sens ; toutefois la part de l'emploi à durée indéterminée dépasse pour elles les 85 %.

De même, la part de temps partiel est très élevée pour toutes les jeunes femmes peu ou pas diplômées. Ainsi, en 2009, plus d'un quart d'entre elles occupaient un emploi à temps partiel contre environ 10% de leurs homologues masculins et de leurs consœurs les plus diplômées. Enfin, ces formes d'emplois moins favorables à l'insertion sociale et professionnelle, car très souvent subies, s'accompagnent de salaires particulièrement faibles. En 2009, le salaire net médian mensuel, tous temps de travail confondus, est de 1 200 euros pour les jeunes femmes non diplômées ou diplômées du secondaire. Il ne dépasse guère les 1 300 euros si l'on ne prend en compte que les emplois à temps plein contre 1 400 euros pour les hommes. Les écarts de rémunération entre hommes et femmes atteignent 20% chez les diplômés bac+5 et plus.

Sans surprise, bon nombre de jeunes femmes vivent douloureusement ces mauvaises conditions d'emploi. L'appréciation de leur situation professionnelle s'en ressent, en particulier chez les diplômées du secondaire ou les non diplômées. Elles se déclarent en effet nettement moins souvent satisfaites de leur insertion et sont plus nombreuses à souhaiter quitter leur emploi. Leur priorité est avant tout de trouver ou de conserver un emploi stable alors que leurs homologues masculins déclarent plus fréquemment chercher à améliorer leur situation. Pour progresser professionnellement, elles déclarent plus souvent être prêtes à changer d'employeur, de métier ou à préparer une formation ou un concours que les jeunes hommes qui, eux, estiment majoritairement pouvoir progresser dans l'entreprise où ils travaillent déjà.

Les différences sont plus atténuées chez les diplômé(e)s de l'enseignement supérieur. Par rapport aux autres jeunes femmes, celles de cette catégorie sont moins souvent à la

## Les générations se suivent...

Depuis le début des années 1990, le Céreq observe à la loupe les conditions d'insertion de cohortes de jeunes sortis la même année du système scolaire. La période d'observation est au minimum de trois ans, et peut passer à cinq, voire dix ans. Les résultats présentés ici sont issus de l'exploitation des enquêtes Génération 98 et 2004 à cinq ans. 22 000 jeunes ont été interrogés dans le cadre de la première, 19 000 pour la seconde. Sont donc analysés les débuts dans la vie active des jeunes entre 1998 et 2003, et entre 2004 et 2009.

<http://www.cereq.fr/index.php/themes/Enquetes-d-insertion-Generation>

recherche d'un autre emploi mais se disent tout de mêmes prêtes à changer d'employeur pour pouvoir progresser professionnellement. Elles affichent aussi plus souvent que les autres, et que leurs homologues masculin, leur priorité de ménager la vie hors travail.

## Une dégradation des termes de l'insertion ?

Avant même que la crise s'installe, les conditions d'accès à l'emploi ont été plus difficiles pour la génération 2004 que pour celle arrivée sur le marché du travail en 1998. Difficultés en grande partie concentrées sur les jeunes hommes, en particulier les moins diplômés, dont les modalités d'insertion se rapprochent de celles que connaissaient les femmes. Cette évolution est le reflet d'une tendance de long/moyen terme du marché de l'emploi, de moins en moins favorable sur des secteurs d'embauche traditionnellement masculins et faiblement qualifiés. Elle se trouve aggravée par la crise. Pour autant, une fois en emploi, les garçons continuent de bénéficier, même à diplôme et temps de travail égal, de salaires plus élevés, de statuts d'emploi plus souvent stables, et se montrent au total plus satisfaits des emplois qu'ils occupent.

Lors de la dernière crise, les effets de la ségrégation professionnelle et sectorielle ont donc joué en faveur de la quantité d'emplois occupés par les jeunes femmes. Pour autant, ces effets se traduisent toujours par la moindre qualité des emplois qu'elles occupent dans des professions et secteurs peu réglementés où la reconnaissance de la formation est faible. Un objectif d'égalité voudrait voir progresser d'un même pas le taux d'emploi et la qualité de celui-ci. ■

### Pour en savoir plus

« Allongement séculaire des scolarités féminines et évolution récente de la ségrégation dans les professions : quelles relations ? », T. Couppié et D. Epiphane, *Économies et Sociétés*, Série « Socio-économie du travail », AB, n°30, 2009.

Chômage et emploi des femmes dans la crise en France, F. Milewski, *Lettre de l'OFCE*, n°318, mai 2010.

Les métiers en 2009. Seuls quelques métiers résistent à la dégradation du marché du travail, S. Bessière et alii., *Dares Analyses*, n°69, octobre 2010.

*Des bancs de l'école aux postes de travail... Chronique d'une ségrégation annoncée*, T. Couppié et D. Epiphane, Céreq, Nef, n°6, 2004.

réagir sur  
[www.cereq.fr](http://www.cereq.fr)

Bref n° 288 ● juin 2011

Bulletin de recherche  
emploi-formation du Céreq

Directeur de la publication

**Frédéric Wacheux**

Secrétariat de rédaction et mise en page

**Elsa Personnaz**

**Centre d'études  
et de recherches  
sur les qualifications**

10, place de la Joliette,  
BP 21321,

13567 Marseille cedex 02

T 04 91 13 28 28

[www.cereq.fr](http://www.cereq.fr)

Commission paritaire  
n° 1063 ADEP.

Reproduction autorisée à condition  
expresse de mentionner la source.  
Dépôt légal n° 49-459.

Publication gratuite

ISSN 2116-6110

ministère  
du Travail  
de l'Emploi  
et de la Santé



ministère  
Éducation  
nationale  
supérieure  
vie associative



ministère  
Éducation  
nationale  
supérieure  
vie associative

